

Services Vétérinaires : Santé et Protection des Animaux et de  
l'Environnement  
Place Bonet  
Cité administrative  
CS 30358 – Cedex  
61007 Alençon

Alençon, le 28/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ATEMAX FRANCE**

Route d'Alençon  
61400 Saint-Langis-lès-Mortagne

Références : 2400092  
Code AIOT : 0056101541

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/08/2024 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté Route d'Alençon 61400 Saint-Langis-lès-Mortagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'entreprise ATEMAX, chargée de l'équarrissage connaît de plusieurs jours des difficultés qui sont liées à des pics de chaleur, ayant entraîné des afflux de matières dégradées. Ces difficultés de traitement ont entraîné des retards de collecte dus à une saturation des sites de stockages.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ATEMAX FRANCE
- Route d'Alençon 61400 Saint-Langis-lès-Mortagne
- Code AIOT : 0056101541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise ATEMAX, appartient au groupe AKIOLIS, est spécialisée dans l'équarrissage de sous-produits d'animaux de catégories 1 et 2.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 12 février 2021.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Danger ou nuisances non prévenus	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, articles 2.5. et 2.6 et R.512-69 du CE	Proposition de MED	Demande n°1 : 15 jours
2	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.1	Demande d'action corrective	Demande n°2 : 24 heures
5	Conditions particulières applicables à certaines installations	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, articles 9.1.3 et 9.1.4	Demande d'action corrective	Demande n°3 : 48h pour le planning de régularisation des stocks

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 12/02/2022, article 4.3.4	Sans objet
4	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 23 août 2024 a conduit à la signature de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 23 août 2024. Ce rapport de visite établit les constats réalisés le 23 août 2024 et les suites qui lui ont été données par l'exploitant dans les 8 jours qui ont suivi. Ce rapport propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les articles 2.5. et 2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 concernant la transmission d'un rapport d'accident.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Danger ou nuisances non prévenus**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, articles 2.5 et 2.6 et article R.512-69 du CE
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>article 2.5 : Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.</p> <p>article 2.6 : L'exploitant est tenu dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.183-3 du code de l'environnement.</p> <p>...</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>

d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

...

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

R.512-69 : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Le jour de la visite l'inspection n'avait reçu aucun rapport d'incident ou d'accident, courriel ou autre support de communication l'informant des problèmes survenus sur le site depuis le 8 août 2024, en signalant les conséquences et en expliquant les causes.

Compte tenu de l'ampleur du dysfonctionnement de l'installation dans sa durée et ses conséquences dont l'arrêt de collectes des cadavres d'animaux sur les départements de Normandie depuis le 19 août 2024, l'inspection des installations classées estime qu'un rapport d'accident est nécessaire.

**Demande n°1 : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident dont le contenu est conforme à l'alinéa 3 de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2021, sous un délai de 15 jours.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Proposition de mise en demeure ;

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 2 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Identification des effluents

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie
- les eaux industrielles résiduelles après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur.

#### **Constats :**

Il a été observé des jus de matières dégradées de caissons C2 s'écoulant dans deux regards destinés aux eaux pluviales.

**Demande n°2 : L'exploitant s'assure que toutes les eaux pluviales polluées par le stockage des**

<b>benne et caissons contenant des cadavres dégradés sont collectées par le bassin de rétention.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> dès réception du présent rapport.

**N° 3 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour remédier et les résultats des mesures de contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Chaque semaine, l'exploitant doit remettre un relevé des données de la station d'épuration (STEP) : DBO5, azote global, phosphore total, hydrocarbures et matières grasses. Lors de la visite l'exploitant a déclaré que la station d'épuration était dimensionnée pour traiter 5800kg/j de DCO (Demande chimique en oxygène) avec un seul bassin d'aération en fonctionnement. Le jour de la visite l'inspection a constaté dans les registres de suivi que la DCO en entrée de STEP était de 5182 kg/j. L'exploitant a déclaré que le deuxième bassin d'aération disponible sur le site a été mis en route en avril en prévision des surcharges d'été et offre des capacités de traitement supplémentaires. De ce fait la STEP qui a une capacité de traitement théorique à 5800 kg/j de DCO avec un seul bassin d'aération dispose de capacité de traitement supplémentaires. L'exploitant estime que le traitement des eaux est tendu mais opérationnel y compris dans la situation actuelle dégradée. Les eaux des parking et aires bétonnées où sont entreposées les benne de semi-remorque et caissons contenant des cadavres dégradés sont envoyées au bassin de rétention. L'exploitant suit quotidiennement les paramètres du bassin de rétention, les valeurs limites de rejet du bassin de rétention au milieu naturel ne sont actuellement pas conformes en raison du stockage des cadavres dégradés sur la plateforme. De ce fait l'exploitant les détourne systématiquement vers la station d'épuration tel que prévu à l'alinéa 5 de l'article 4.3.6 de l'arrêté préfectoral du 12 février 2021. Les valeurs limites de rejets au milieu naturel des eaux usées de la station d'épuration sont respectées. Une demande de surveillance renforcée avec transmission quotidienne aux services d'inspection sera demandée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

**Constats :**

Dans un délai de 24h, il a été demandé un plan du site avec un plan détaillé des réseaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Conditions particulières applicables à certaines installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, articles 9.1.3 et 9.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage des matières premières

**Prescription contrôlée :**

9.1.3 Les aires de réception des matières doivent être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions du chapitre 4.3 du présent arrêté.

9.1.4 Les locaux de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Ces locaux sont correctement éclairés et permettent une protection des sous-produits contre les intempéries et la chaleur.

La capacité des locaux doit être compatible avec le délai de traitement et permettre de faire face aux arrêts inopinés.

Le stockage avant traitement ne doit pas dépasser 24h.

**Constats :**

Le jour de la visite l'exploitant a déclaré que la trémie 4 est entièrement bloquée par des matières dégradées devenues trop liquides pour être poussées dans le broyeur puis dans les cuiseurs par les vis d'alimentation. L'inspection a constaté que la trémie 4 est noyée par une soupe de cadavres liquéfiés que l'exploitant a contenu dans le bâtiment par un merlon composé de farine animale et de cadavres de bovins. Le local de la trémie 4 est noyé de cette soupe sur une hauteur estimée à 1 mètre.

La solution retenue par l'exploitant pour libérer la trémie 4 est de mélanger dans le broyeur 80 à 90 % de cadavre frais qui pourraient être introduits par la zone dépouille avec 10 à 20 % de soupe prélevée à la pelle. Il estime à 70 jours minimum le traitement nécessaire à libérer la trémie sous réserve d'être alimenté en cadavres frais. La trémie ne peut être libérée autrement. L'exploitant déclare ne pas avoir de solution pour retirer et empoter cette matière figée à même le sol dans un camion étanche pour l'amener vers un ISDND.

Sur les aires extérieures l'inspection a constaté la présence de nombreux caissons et bennes de semi-remorque pleins de cadavres d'animaux en cours de liquéfaction (certaines bennes ne sont pas fermées). Selon l'exploitant sont entreposés sur les aires externes 18 semi-remorque (20t) et 43 caissons (10t) soit un total d'environ 800 t. Ces matières dégradées sont de même nature que les matières de la trémie 4.

Elles ne peuvent être déchargées que dans la trémie 4 et traitées sur site par intégration à 10 % avec des matières fraîches.

Le traitement des 300 t restant dans la trémie 4 et des 800 t des bennes et caissons seront traités

dans les meilleurs délais (sous réserve d'être alimenté en cadavres frais).

L'exploitant déclare que toute la flotte de camions de collecte ATEMAX est saturée de ces cadavres liquéfiés et aurait besoin de 10 nouvelles bennes pour relancer ses collectes et pouvoir faire les mélanges entre le « frais » et le « liquéfié » afin d'envisager un retour à la normale.

Des échanges auraient eu lieu en ce sens avec une société susceptible de pouvoir intervenir en urgence.

L'exploitant déclare qu'aucune commande n'a été effectuée à ce jour car ces bennes externes nécessitent des aménagements afin de les rendre étanche et doivent faire l'objet d'un agrément pour le transport de sous-produits d'animaux C2 et C1 ce que le prestataire n'a pas été en mesure de lui garantir le jour de la visite.

Les bennes de la société susceptible d'intervenir en urgence peuvent être agréées par la DDETSPP dès réception de la demande.

**Demande n°3 : L'exploitant doit établir et transmettre à l'inspection les modalités et un planning prévisionnel de résorption des matières dégradées stockées sur site dans la trémie 4, dans les bennes et caissons entreposés à l'extérieur.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Transmission des informations